

L'installation de la démocratie

L'histoire politique de la France au XIX^e siècle est marquée par la succession de régimes monarchiques ou impériaux et de républiques. **La révolution de février 1848** et la **proclamation du suffrage universel masculin** marquent une étape importante. Le problème qui se pose alors est celui du cadre dans lequel va s'exercer ce suffrage universel.

I- Quelles sont les étapes de cette évolution ?

A) Jusqu'en 1848, la France renoue avec la monarchie

✚ La Restauration : 1814-1830

En 1814, la défaite de Napoléon permet le retour au pouvoir du frère de Louis XVI qui prend le nom de Louis XVIII. Les français ne pourront accepter le retour de la monarchie qu'en échange du maintien des acquis de la Révolution française et du Code civil. La **Charte Constitutionnelle** publiée **en 1814** garantit ces acquis, mais derrière l'apparence séparation des pouvoirs, la nouvelle monarchie constitutionnelle est dominée par l'exécutif et le suffrage censitaire est très restrictif.

A partir de 1821, le régime se durcit sous l'influence des « ultraroyalistes » qui veulent imposer un retour à la monarchie absolue.

Charles X (règne à partir de 1824), successeur, il est rejeté par une partie de plus en plus importante de la population y compris au sein de la bourgeoisie. En juillet 1830, son intransigeance provoque une nouvelle révolution à Paris **en 1830** avec les « *Trois Glorieuses* », entraînant sa chute.

✚ La monarchie de Juillet : 1830-1848

Chute de Charles X donc la bourgeoisie est inquiète par la montée en puissance des ouvriers des villes. Elle ne veut pas d'une république qui rappelle trop **les années 1792-1799**.

Nomination de Louis-Philippe d'Orléans à la tête d'une monarchie constitutionnelle (modèle anglais) mais refus de faire plus de place aux classes moyennes et répression violente des soulèvements sociaux : **nouvelle révolution en février 1848**.

B) L'échec de la II^e République : 1848-1852

✚ Les 22-25 février 1848, une nouvelle révolution secoue Paris

Le 25 février 1848 = **Proclamation de la République** pour la deuxième fois **depuis 1792**, dans une ambiance d'espoir et de fraternité. Le **suffrage universel masculin** est **proclamé le 2 mars** et l'abolition de l'esclavage dans les colonies, **le 22 avril**. Des ateliers nationaux sont créés : ce sont des chantiers publics destinés à donner du travail aux chômeurs.

Les ruraux devenus majoritaires grâce au suffrage universel, sont inquiets de la situation parisienne et mécontents de la hausse d'impôts finançant les ateliers nationaux. Ils votent massivement pour les conservateurs à l'élection de l'Assemblée constituante **le 23 avril**. Celle-ci dissout les ateliers nationaux considérés comme des foyers d'agitation, engendrant l'insurrection des quartiers populaires de l'Est de Paris.

Après trois jours de très violents combats (**23-26 juin**), le mouvement ouvrier est écrasé. La République glisse nettement à droite.

La **Constitution proclamée le 4 novembre** instaure deux pouvoirs élus au suffrage universel : **un président élu pour quatre ans non renouvelables** et **une Assemblée élue pour deux ans**.

✚ Le 10 décembre 1848, Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur Napoléon Ier, est élu président de la République

Il est élu grâce au prestige de son nom et à l'appui de la grande bourgeoisie, des conservateurs et du clergé.

Les **élections législatives de mai 1949** sont gagnées par les conservateurs qui entreprennent une politique de limitation des droits acquis en 1848 : le suffrage universel est limité par des conditions de domicile qui excluent les ouvriers du vote, et l'Eglise acquiert le contrôle de l'enseignement. En même temps, les groupes socialistes sont réprimés.

2 décembre 1851 : Louis Napoléon Bonaparte réalise un **coup d'Etat** avec l'appui de l'armée et peu de réaction par la population car elle se sent trahie par la République depuis juin 1848.

Le suffrage universel est rétabli dans son intégralité et **une nouvelle Constitution est présentée en janvier 1851**.

En décembre 1852 : Louis Napoléon Bonaparte organise un **plébiscite** pour obtenir la proclamation de l'Empire. Il devient Napoléon III. La République semble donc avoir encore échoué.

C) Le second Empire 1852-1870 : une modernisation autoritaire ?

De 1852 à 1870, la France vit sous le second Empire de Napoléon III. Dans la tradition de Napoléon I^{er}, le nouvel empereur s'inspire des **principes de 1789** mais les encadre par un régime autoritaire.

✚ 1852-1860 : les grandes libertés proclamées en 1848 suspendues

La presse est bâillonnée.

Les journaux doivent s'acquitter de multiples taxes ; ils sont soumis à l'autorisation préalable et au système des avertissements qui les contraint à l'autocensure.

Les réunions sont interdites, encadrement du suffrage universel.

Napoléon III s'appuie sur l'Eglise effrayée par la poussée sociale consécutive à la révolution de 1848 : construction de nouvelles églises, augmentation du traitement des prêtres, honneurs faits aux membres de la hiérarchie ecclésiastique, soutien à l'enseignement religieux et aux congrégations.

Cela lui permet entre autres de contrôler le monde rural où vit encore la majorité des Français

Aux élections, les prêtres soutiennent les candidats de l'Empire.

✚ 1860 : le tournant libéral

Au début des années 1860, suite à la défaite militaire des troupes françaises au Mexique, à une brouille avec le pape à cause de l'appui français apporté au nationalisme italien et face à la montée de l'opposition libérale en France, Napoléon III assouplit son régime.

Les mesures libérales et les réformes se succèdent : traité de libre-échange entre la France et l'Angleterre (1860) ; nomination de Victor Duruy à l'instruction publique (1863) qui met en œuvre de nombreuses réformes, dont la scolarisation des filles ; autorisation pour les députés d'interpeller les membres du gouvernement (1867) ; droit de grève accordé aux ouvriers (1864).

Le régime évolue même vers le modèle parlementaire ; Le régime de la presse est libéralisé et une plus grande liberté de réunion est accordée.

Le 8 mai 1870, Napoléon III organise un plébiscite sur les réformes en cours.

Le régime s'écroule suite à la déclaration de guerre contre la Prusse. Fin du régime après défaite à Sedan le **2 septembre 1870 contre la Prusse** (capitulation de Napoléon III).

D) Le retour de la République dans les années 1870, un régime par défaut ?

✚ La commune de Paris

Proclamation République : 4 septembre 1870 avec un **gouvernement de défense nationale est nommé autour de Gambetta**.

Le 19 septembre : Paris est **assiégée par les troupes prussiennes**. Malgré l'hiver et les pénuries, la population résiste.

Le 28 janvier 1871, le gouvernement **sollicite la paix, l'armistice est signé**.

Election d'une nouvelle assemblée en février et l'Alsace et la Lorraine sont abandonnés aux Allemands. Adolphe Thiers nommé chef de l'exécutif de la République française, souhaitant désarmer les Parisiens, envoie **le 18 mars 1871** une troupe retirer les canons de Montmartre.

Un « *Conseil général de la commune de Paris* » est élu **le 28 mars**, dominé par les ouvriers et des artisans qui refusent la défaite et s'insurgent. Ils veulent appliquer **un programme à la fois républicain et socialiste** : **séparation de l'Eglise et de l'Etat, laïcisation de l'enseignement qui devient gratuit et obligatoire, limitation de la journée de travail à 10 heures, rétablissement du drapeau rouge et du calendrier révolutionnaire.**

Thiers étant décidé à écraser la commune, il envoie les troupes à l'assaut de la capitale. Malgré une résistance acharnée des communards, **elles y entrent le 21 mai.**

Paris est balayé d'ouest en est pendant la « *semaine sanglante* » **du 21 au 28 mai 1871**, durant laquelle 20 000 personnes sont fusillées sans jugement.

✚ Entre monarchie et République

Thiers se rallie à l'idée d'une république conservatrice, mais les monarchistes, majoritaires à **l'Assemblée élue en février 1871 l'obligent à démissionner en mai 1873.**

Remplacement par le maréchal de Mac-Mahon, militaire conservateur qui impose avec le duc de Broglie une politique « *d'ordre moral* » censée réparer les « *désordres* » de la Commune. Ils s'appuient sur l'Eglise, l'armée et les notables.

Les mesures anti-républicaines sont multiples : commémoration du 14 juillet est interdite, les butes de la république sont enlevés des mairies, on fait construire à Paris la basilique du Sacré-Coeur pour « *expier les crimes de la Commune* ».

La restauration de la monarchie paraît alors imminente. Mais le prétendant au trône, le comte de Chambord, petit-fils de Charles X refuse le drapeau bleu, blanc, rouge et exige le retour au drapeau blanc. Les monarchistes modérés, déçus, se rallient à la république conservatrice.

En 1875 : trois lois constitutionnelles sont votées pour organiser les pouvoirs publics.

Le pouvoir législatif est confié à deux chambres avec l'Assemblée nationale où siègent les députés élus au suffrage universel et le Sénat avec élection au suffrage indirect.

Le gouvernement, dirigé par le Président de la République, est responsable devant les deux chambres.

Les pouvoirs du président sont très étendus. Elu pour sept ans, il est irresponsable, chef des armées et peut dissoudre l'Assemblée.

✚ La victoire de la République

Les premières élections législatives **en avril 1876**, se soldent par une victoire des républicains qui ont compris que les ruraux étaient la clé du pouvoir. Mac-Mahon, hostile aux républicains, renvoie le gouvernement proposé par l'Assemblée (**crise du 16 mai 1877**) et désigne le duc de Broglie président du conseil.

L'Assemblée refuse et le président décide de la dissoudre.

Les nouvelles élections **d'octobre 1877** étant encore plus favorables aux républicains.

Le Sénat devient républicain **en janvier 1879** et Mac-Mahon démissionne.

Le républicain Jules Grévy est élu Président et décide de modifier la pratique du pouvoir en n'ayant plus qu'un rôle représentatif face au Président du Conseil avec le soutien de l'Assemblée. Le pouvoir exécutif est soumis à celui de la chambre des députés.

La III^e République est une république parlementaire

II- Comment la République s'est-elle imposée aux Français ?

A) L'instauration d'une culture politique républicaine

Dans les années 1880, les gouvernements républicains modérés mettent en place les premiers éléments du pacte républicain qui s'appuie sur plusieurs principes, notamment l'affirmation des libertés individuelles, la souveraineté nationale et la laïcité.

✚ L'affirmation des libertés individuelles

Ce principe d'affirmation des libertés individuelles vient après les années de répression imposées par les gouvernements « *d'ordre moral* ». Il se manifeste par la création de plusieurs lois :

La loi du 30 juin 1881 : autorisation réunions publiques.

La loi du 29 juillet 1881 : liberté de la presse.

La loi du 4 mars 1884 : élection du maire par conseil municipal.

La loi du 21 mars 1884 : autorisation création des syndicats.

✚ La souveraineté nationale

Les républicains sont très attachés au principe de souveraineté nationale qui se caractérise par le suffrage universel masculin et l'interdiction des plébiscites et référendums.

L'évolution des institutions mises en place en 1875 va dans le sens d'une république parlementaire où les ministres sont responsables devant les députés et les sénateurs, faisant du Parlement l'expression de la souveraineté nationale.

✚ La laïcisation de la vie politique et de la société

La laïcisation de la vie politique et de la société est une autre préoccupation de républicains au pouvoir.

Après l'alliance du pouvoir avec l'Eglise pendant « *l'ordre moral* », le rôle de la religion dans la vie publique est limité : suppression des prières publiques à l'ouverture des assemblées ; fin de l'obligation du repos dominical, liberté des funérailles ; enseignement laïc avec les lois de Jules Ferry (1881-1882).

Les radicaux au pouvoir prennent des mesures nettement anticléricales : interdiction aux congrégations d'enseigner (1904).

1905 : séparation de l'Eglise et de l'Etat

B) Comment cette culture politique s'est-elle enracinée dans les mentalités françaises ?

Outre les libertés qu'ils ont assurées à la population, les républicains ont su construire un consensus national autour d'entités fondamentales destinées à unir les Français, parmi lesquelles on trouve l'école et l'armée, ainsi qu'un ensemble de rites et de symboles.

✚ L'école républicaine comme principal vecteur

Instaurée par Jules Ferry : école **primaire gratuite, laïque et obligatoire** permet d'enraciner la culture républicaine dans nouvelles générations et d'instaurer la foi dans le progrès et la patrie.

Un sentiment d'unité et d'appartenance commune est encouragé par l'apprentissage de la langue, de l'histoire et de la géographie en France.

Différents moyens sont mis en œuvre pour ouvrir l'enseignement aux filles, construire des écoles dans toutes les communes, rénover des programmes et des méthodes et instaurer des écoles normales destinées à la formation des maîtres.

L'Ecole est un moyen d'ascension sociale. La III^e République est fidèle **aux principes de 1789** qui voulaient fonder la promotion sociale sur le mérite et non sur la naissance. Elle répond aux attentes des classes moyennes et des paysans

qui voient dans l'école le moyen de s'élever plus rapidement dans la société. L'enseignement secondaire et supérieur pour classes sociales les plus aisées.

✚ L'armée est aussi un outil du pacte républicain

Soucieux d'affirmer leur patriotisme **après la défaite de 1870**, les républicains imposent le service militaire obligatoire (**lois de 1889 et 1905**).

Chaque français est doté d'une formation militaire. Le service devient un facteur de brassage social et géographique de la population.

Moment d'initiation à la modernité, le service militaire permet de découvrir la ville et les éléments de confort comme l'eau courante. C'est la confrontation avec autres mœurs et coutumes : alimentaires, vestimentaires et hygiéniques.

Facteur de cohésion sociale, le service militaire est l'occasion de pratiquer la langue française pour tous ceux qui ne parlent que le patois ou une langue régionale au quotidien.

✚ Des symboles et des rites assurent la diffusion de la culture républicaine dans la population

Les statues de Marianne : allégorie officielle de la République se multiplient sur les places des villes.

Drapeau tricolore (bleu, blanc, rouge) est imposé définitivement **en 1879** ainsi que la **Marseillaise** qui devient **l'hymne national**.

Popularisation par l'histoire glorieuse par des figures héroïques comme Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Jeanne d'Arc... et Le tour de la France par deux enfants livre publié **en 1877** devient une référence

Louis Pasteur et **Victor Hugo** présentés comme des incarnations de la République. **1885** : Victor Hugo reçoit des funérailles nationales au Panthéon qui devient le temple des gloires nationales.

Les cérémonies républicaines jouent aussi un rôle important : **14 juillet** (jour de fête nationale en 1880), jours d'élection, certificat d'études primaires, départ et retour au service militaire sont des événements qui ponctuent la vie républicaine.

C) Du milieu des années 1880 au milieu des années 1900, la III République est secouée par plusieurs crises

✚ La crise de la République libérale

Echec des républicains modérés face à la crise économique (pas de solutions trouvées) **des années 1880** et non prise en compte des revendications du monde ouvrier dans leur politique. Le monde ouvrier est touché par le ralentissement de l'activité et le **développement du chômage** consécutifs à la dépression mondiale.

1885 : les républicains modérés reculent au profit des radicaux et des monarchistes. L'instabilité ministérielle croissante provoque une montée de l'antiparlementarisme renforcé par des affaires qui éclaboussent les hommes politiques : « *scandale de Panama* » (corruption autour de la construction du canal mêlant des hommes politiques et des industriels français), « *scandale des décorations* » (gendre de Jules Grévy distribue la Légion d'Honneur à des fournisseurs complaisants).

A la fin des années 1880 et au début des années 1890, l'antiparlementarisme domine, avec des tentations autoritaires comme lors de l'affaire Boulanger **en 1888-1889**. Ministre de la Guerre de **janvier 1886 à mai 1887**, le général Boulanger cristallise les mécontentements et les attentes de la population et devient en quelques mois le personnage le plus populaire de France ; Il se présente comme l'homme de la revanche contre l'Allemagne et promet une politique sociale. Il rassemble tous les mécontents du régime, de droite comme de gauche, autour d'un programme flou, mais nettement antiparlementaire. Le boulangisme semble mettre en danger la République. Le général Boulanger remporte des succès éclatants dans plusieurs élections législatives partielles jusqu'au **27 janvier 1889** où il est élu député à Paris. Le pouvoir semble alors à sa portée. Certains de ses partisans le poussent au coup d'état. Accusé de comploter contre le régime, il se discrédite en fuyant en Belgique où il se suicide.

🚩 L'affaire Dreyfus

Vocabulaire

Nationalisme

Au XIX^e siècle, le concept de Nation est passé de la gauche (les révolutionnaires de 1789) à la droite. Dans les années 1880, après la défaite de 1870 contre l'Allemagne, il se positionne à droite sous la forme d'une idéologie qui veut dépasser les clivages nés de la Révolution et réunir les Français autour d'une identité pouvant faire consensus et dans l'objectif d'une revanche contre l'Allemagne. À cette fin, le mouvement nationaliste développe des propos xénophobes et antisémites (les juifs étant dénoncés comme « étrangers » et « agents de l'Allemagne »). Les principaux penseurs de ce mouvement, qui s'illustre au moment de l'affaire Dreyfus, sont Maurice Barrès et Charles Maurras. Le journal royaliste *L'Action française* fondé en 1908 est le principal organe de ce mouvement.

Crise exceptionnelle par sa durée et par la violence des passions déchaînées, l'affaire Dreyfus est l'une des plus graves crises politiques de la III^e République qui voit le nationalisme s'affirmer.

En 1894 : capitaine Dreyfus, jeune officier d'état-major juif est condamné pour espionnage au profit de l'Allemagne. **En janvier 1898**, **Emile Zola** prend la défense de Dreyfus dans une lettre ouverte publiée dans la journée l'Aurore. L'affaire éclate au grand public. Les français se divisent dans un affrontement qui dépasse la question de la révision et porte sur la conception de la patrie et du régime.

L'affaire Dreyfus oppose les nationalistes aux « *dreyfusards* » pour qui la défense de l'individu passe avant la raison d'Etat.

Jugé une seconde fois **en 1899**, il est de nouveau condamné, mais avec des circonstances atténuantes, puis gracié.

Il est finalement réhabilité **en 1906**.

🚩 La crise sociale et les progrès du socialisme

L'importance croissante de la classe ouvrière dans la société met la question sociale au centre des préoccupations.

Après une vague d'attentats anarchistes **en 1893-1894**, l'électorat populaire rejoint les socialistes et la syndicalisation progresse.

La confédération générale du travail (CGT), d'inspiration anarchiste, **créée en 1895**, revendique l'action directe et la grève générale.

Les années 1906-1909 sont marquées par d'importants troubles sociaux avec manifestations vigneronnes du Midi **en 1907**, multiplication des grèves.

Des réformes sociales sont mises en œuvre comme la réduction du temps de travail dans les mines, un système de retraites ouvrières **en 1910**, ainsi que l'impôt sur le revenu.

D) La France de la Belle Epoque : 1896-1914

Alors que la croissance économique revient, les premières années du XX^e siècle sont marquées par la domination du nouveau parti radical, fondé **en 1901**, qui incarne le consensus républicain et l'unité patriotique nés **dans les années 1880**.

En 1905, le gouvernement d'Emile Combes décide de rompre avec l'Eglise. **Loi 1905** : séparation Eglise et Etat

D'autres problèmes menacent comme les mouvements sociaux, durement réprimés par Clémenceau **entre 1906 et 1909**, et la montée des crises diplomatiques avec l'Allemagne (1909, 1911).

Toutefois, l'existence de la République n'est plus menacée à la veille de la première guerre mondiale.

La démocratisation s'achève avec l'instauration de l'isoloir **en 1913** pour garantir le secret et l'indépendance du vote.

Repères**Louis Pasteur, une gloire nationale**

Né le 27 décembre 1822 à Dôle (Jura), il fait des études à l'école normale et obtient l'agrégation de chimie. Il travaille dans un premier temps sur les germes et la fermentation (réfutant la théorie de la génération spontanée, il prouve que les levures agissent en êtres vivants et met en évidence le rôle des enzymes). L'étude des fermentations le conduit à travailler sur l'asepsie, puis sur des maladies contagieuses (des vers à soie, des poules puis du mouton), et il aboutit à la création de vaccins. C'est à partir de 1881 qu'il travaille sur la rage. En 1885, il obtient un vaccin et tente des essais sur l'homme (avec le jeune Joseph Meister, mordu par un chien enragé). Malgré des débats sur l'efficacité du vaccin, c'est la consécration pour Pasteur. L'Académie des sciences propose en 1888 la création d'un Institut Pasteur. Louis Pasteur meurt en 1895.

Marie Curie, une femme de science

Maria Skłodowska est née en Pologne en 1865. Elle se réfugie à Paris pour fuir la répression russe en 1891 et poursuit ses études de science. Elle rencontre Pierre Curie et l'épouse. En 1896, elle est première à l'agrégation de physique. Avec son mari, elle étudie la radioactivité et découvre le polonium puis le radium. Elle obtient le prix Nobel de physique avec son mari et Henri Becquerel en 1903. Elle en reçoit un second en 1911. Pendant la première guerre mondiale, elle organise des équipes de radiologues pour soigner les blessés. Après la guerre, elle poursuit ses expériences, mais en 1934, elle décède d'une leucémie provoquée par les matériaux radioactifs qu'elle avait manipulés. En 1995, ses cendres et celle de son mari sont transférées au Panthéon, où elle demeure la seule femme.